

Département de l'AIN

Arrondissement de BOURG-EN-BRESSE

Canton de MIRIBEL

Commune de BEYNOST

AG	2026	06
----	------	----

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

Le Maire de la Commune de BEYNOST

Administration générale :

Arrêté portant délégation du Maire au 5^{ème} adjoint

Monsieur Jean-Pierre COTTAZ

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L 2122-18, qui confère au maire le pouvoir de déléguer une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints et à des membres du conseil municipal ;

Vu la délibération du conseil municipal n° 03-2026-16 du 20 mars 2026 procédant à l'élection du maire ;

Vu la délibération du conseil municipal n° 03-2026-17 du 20 mars 2026 fixant à 8 le nombre des adjoints ;

Vu la délibération du conseil municipal n°03-2026-18 du 20 mars 2026 procédant à l'élection des adjoints au Maire ;

Considérant que le maire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer par arrêté une partie de ses pouvoirs propres ou des attributions qui lui sont confiées par délibération du Conseil municipal, à un ou plusieurs de ses adjoints et à des membres du Conseil municipal ;

Considérant que pour la bonne marche des services municipaux, et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions soit assuré par les adjoints au Maire ;

Considérant la qualité d'officier de police judiciaire et d'officier d'état civil détenue par les adjoints et conférée par les articles L.2122-31 et L2122-32 du CGCT.

ARRETE

Article 1^{er} : À compter du 1^{er} avril 2026, Monsieur Jean-Pierre Cottaz, 5^{ème} adjoint, exercera les fonctions suivantes, sous ma responsabilité et ma surveillance :

- Urbanisme
- Foncier
- Alignements

Article 2 : Cette délégation entraîne délégation de signature de tous les actes, décisions, conventions, courriers ressortant des matières objet de la délégation, dans la limite 5 000 € HT.

Article 3 : Le Maire et le Directeur Général des services, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui prendra effet après transmission au représentant de l'Etat dans le département, publication et affichage.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Beynost, le 1^{er} avril 2026



TERRIER

Caroline TERRIER,
Maire de Beynost